



Jeudi 4 juillet 2013

Débat « énergie » dans les régions : FNE a organisé le OFF

Sommaire

Communiqué de presse	2
Les régions en grande difficulté pour organiser leurs débats.....	4
Contenus des débats territoriaux	7
Résumé des 20 propositions les plus reprises.....	10



Communiqué de presse

Quand les citoyens disent oui à la transition énergétique

Le débat national sur la transition énergétique touche à sa fin. Au niveau national, les tensions se sont faites plus vives entre ceux qui souhaitent que tout continue comme avant et ceux qui souhaitent vraiment engager la transition énergétique. Les citoyens qui ont été interrogés, que ce soit durant la journée citoyenne du 25 mai dernier, via le comité citoyen, ou par les sondages, ont estimé à une très large majorité qu'il était nécessaire de changer de modèle énergétique et d'engager la transition de manière urgente. Quant aux débats régionaux, ils ont fini par produire de nombreuses propositions qui vont elles aussi dans le même sens : « *la transition : c'est maintenant* ».

L'environnement au cœur de la transition énergétique

Les fédérations et associations de FNE auront joué un rôle important en rappelant systématiquement dans les débats auxquels elles ont assisté comme dans ceux qu'elles ont organisés, que l'environnement devait être partie intégrante de la transition énergétique, qu'en fait celle-ci n'est qu'une partie de la transition écologique qu'elles appellent de leurs vœux. Mais elles ne sont pas vraiment dupes de ce qui peut sortir de ce débat car les projets les plus destructeurs ont continué vigoureusement durant ce débat (barrage en Guyane, gaz de houille en Lorraine...).

La transition ne se fera pas sans vision de long terme

A côté des questions nationales dont les régions se sont saisies, beaucoup d'acteurs ont aussi réfléchi à des scénarios pour leur territoire, soit en diffusant des scénarios régionaux (Virage Energie), soit en étudiant comment des scénarios comme celui porté par Négawatt pouvait s'adapter à leur territoire, soit tout simplement en se posant la question du long terme : comment sera notre territoire en 2050 ? L'exercice aurait pu sembler reproduire les SRCAE¹, mais il faut rappeler que ceux-ci n'évoquaient aucune des énergies fossiles et fissiles qui approvisionnent la France. Cette fois-ci, toute interrogation était possible et ceux qui se posaient des questions sur l'intérêt de poursuivre le nucléaire et de lancer la France dans l'exploitation des gaz de schistes ont eu l'occasion de s'exprimer.

¹ Schéma Régional Climat Air Energie



La décentralisation, clé du succès de la transition énergétique

Enfin, la demande de décentralisation est fortement sortie de ces débats, exprimée par les élus pour commencer. Les associations membres de FNE, si elles approuvent complètement cette décentralisation car la transition énergétique se fera localement ou ne se fera pas, y mettent des conditions. La concertation forte avec les citoyens, l'écoute et la prise en compte de ce qu'ils ont à dire – demandes déjà exprimées par le comité citoyen au niveau national -seront indissociables d'une décentralisation réussie. La convention d'Aarhus doit s'appliquer au niveau local car c'est à ce niveau que chaque décision des élus impacte le plus fortement la qualité de vie des citoyens. Au-delà de la concertation, les citoyens revendiquent la possibilité d'investir dans des projets d'ENR, seuls ou aux cotés des collectivités territoriales.

Le mouvement FNE sera donc particulièrement attentif à la suite de ce débat et à la loi de programmation qui sera déposée à l'automne au Parlement. Lors de la restitution officielle programmée le 8 juillet, FNE ne manquera pas d'interpeller les élus concernés.

Bruno Genty, président de FNE : *« Les associations réunies au sein de France Nature Environnement se sont largement mobilisées pour faire en sorte que cette déclinaison du débat national sur la transition énergétique dans les territoires ne reste pas lettre morte. Nous sommes heureux de constater que les citoyens ont fait entendre leur voix pour dire que la transition énergétique n'était pas souhaitée par les seuls écologistes. Nous espérons que le gouvernement tiendra compte de ces débats. Ceux-ci démontrent que les clivages et les oppositions qui s'expriment au niveau national ne se retrouve pas forcément un écho favorable dans les territoires. »*



Les régions en grande difficulté pour organiser leurs débats

Le gouvernement a eu la volonté très louable d'organiser une phase de débat territorial et de large participation du public. Mais dès son lancement, FNE s'est inquiétée de ses insuffisances matérielles : les Régions ont eu en général un mois pour se préparer – qui ont provoqué de nombreux retards de lancement – et aucun budget spécifique alloué à l'organisation des débats.

Enfin, le sujet même du débat n'a pas facilité son organisation : un projet de loi aux contours indéfinis, dont on ignore les domaines d'application et la portée dans le temps. Pour toutes ces raisons, les Régions ont interprété et appliqué la commande gouvernementale en fonction de leurs capacités et de leurs besoins du moment, et tout particulièrement en fonction de la situation de leur Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE). Le plus souvent, les débats régionaux ont en effet utilisé les moyens techniques et financiers déjà affectés à l'animation des SRCAE.

Ceci explique en bonne partie les différences constatées entre Régions. Pour les Pays de la Loire, le calendrier était idéal : projet de SRCAE présenté en décembre 2012 et adoption prévue à la fin de l'année 2013. La consultation sur le SRCAE s'est donc exactement confondue avec le débat sur la transition énergétique. A l'autre bout du spectre, certaines Régions venaient juste d'effectuer leur propre consultation avec un objectif d'adoption du document en mars et avril 2013. Ainsi les Régions Limousin, Poitou-Charentes ou Languedoc-Roussillon ont totalement ignoré le débat national sur la transition énergétique, ou expédié en une réunion publique préparée dans l'urgence.

Les aléas de calendrier, l'absence de moyens, et le quiproquo généralisé sur l'objet du débat ont donc privé une grande partie des territoires de leur débat sur la transition énergétique.

Cette disparité concerne le nombre de débats organisés mais aussi le soutien et relais d'information apporté aux initiatives locales pour l'organisation de débats (collectivités, associatifs...). La région Rhône-Alpes par exemple, présentée comme très « méritante » dans l'organisation du débat s'est en réalité elle-même très peu directement impliquée (une seule conférence thématique organisée). Elle a opté pour le relais et la « labellisation » abondante de tous les débats organisés à l'initiative de collectivités, d'associations... ce qui est par ailleurs une manière intéressante d'impliquer les citoyens.

Les contenus des débats impactés par une organisation défailante

Les difficultés d'organisation ont eu un impact sur les contenus mêmes des débats. La place prépondérante des SRCAE a fait souvent passer les débats officiels à côté de leur sujet. Certes, les Schémas Régionaux constituent un point d'entrée vers le système énergétique auquel les citoyens aspirent : planification menée à l'échelle des territoires, sur le long terme et englobant l'ensemble des usages. Mais les domaines d'application des SRCAE sont encore très limités en l'état.



Des questions fondamentales comme l'énergie nucléaire et les hydrocarbures non conventionnels ont donc été de fait éjectés dans certains des débats territoriaux par les Régions.

Pour la même raison, des questions aussi importantes que l'organisation des réseaux, la régulation des marchés, la tarification et la fiscalité énergétique, et enfin l'ensemble des *propositions réglementaires*, ont donc été laissées pour compte dans les débats officiels.

Les débats territoriaux organisés par les Régions ont donc manqué une partie des objectifs de contenu et de mobilisation. Toutefois, cela n'a pas empêché les citoyens présents de s'exprimer très librement sur leurs préoccupations et propositions pour un nouveau modèle énergétique. Un important travail a été mené dans plusieurs Régions pour le recueil des propositions exprimées parmi les plus discutées et plébiscitées par le public.

Le mouvement FNE s'est fortement mobilisé

Les associations du mouvement FNE ont répondu présentes aux rendez-vous des Conférences régionales. Cette participation a été néanmoins très variable et tributaire de la disparité du dispositif de débat mis en place et plus ou moins bien communiqué par chaque Conseil Régional. En moyenne, les associations ont pu participer à la moitié des débats directement organisés par chacun des Conseils régionaux.

D'une manière générale, les associations ont assisté aux débats institutionnels au sein du public, exploitant les temps de questions et échanges pour faire connaître leurs propositions et tâcher de dynamiser les discussions. A noter que lors de huit des Conférences régionales, les représentants associatifs ont été invités par les Régions à intervenir officiellement depuis la tribune. Les associations ont pleinement investi les opportunités de débat contradictoire – développé et équitable – avec les représentants des collectivités et acteurs industriels de l'énergie.

A côté des Conférences, le mot d'ordre pour la prise d'initiative dans l'organisation de débats a été très bien entendu et relayé par les associations. Leur principale contribution réside dans l'organisation et l'animation de débats ouverts à des intervenants divers et s'adressant à un public large.

Le mouvement FNE a directement organisé 30 évènements dans 16 Régions différentes.

Les formats de ces débats ont varié – organisés sur une soirée ou une journée complète le samedi – et attiré chacun de 40 à 150 personnes. Le Congrès FNE a constitué un évènement d'ampleur nationale et structurant pour l'ensemble de cette mobilisation, attirant 500 personnes sur deux jours. Au total, les évènements organisés par le mouvement FNE dans le cadre du débat sur la transition énergétique ont touché un public de plus de 2000 personnes.



Une démarche collective et adressée au grand public

La forte mobilisation du mouvement FNE s'est manifestée dans des démarches collectives et de co-organisation aux contours très divers. En premier lieu, les synergies entre différentes associations engagées pour la protection de l'environnement. La plupart sont en effet déjà rassemblées autour de projets et revendications locales sur les questions énergétiques : collectifs de lutte et de vigilance citoyenne, structures inter-associatives pour la promotion de solutions alternatives.

En Alsace et en Limousin, régions particulièrement réfractaires à l'organisation du débat régional, les associations se sont même constituées en collectifs ad hoc pour l'organisation de débats citoyens sur la transition énergétique. Près de la moitié des débats organisés par le mouvement FNE ont ainsi été portés dans un cadre inter-associatif.

Les associations du mouvement FNE se sont également adressées aux collectivités dans une démarche de co-organisation. En particulier, les fédérations régionales FNE de Picardie, Ile-de-France et Lorraine ont été parties prenantes de l'organisation des débats institutionnels portés par ces Régions, apportant leur concours en termes de contenus et de mobilisation.

Enfin, Les débats territoriaux ont été pour le mouvement FNE l'occasion d'une très riche expérimentation sur la complémentarité des formats : *conférences-débats, tables rondes, projections-débats et spectacles-débats, ateliers de travail, questionnaires en ligne, animations de rue...*

Les associations ont mis en œuvre leur expertise sur les problématiques énergétiques mais aussi et surtout leurs compétences dans l'animation et la recherche d'une participation active du public lorsque celui-ci n'est pas initié aux questions techniques de la transition énergétique.



Contenus des débats territoriaux

Scénario énergétique à long terme

La moitié des interventions et événements organisés au sein du mouvement FNE ont choisi comme thématique principale la question du scénario énergétique à long terme. Le mouvement FNE s'est ainsi emparé de la question posée par le débat national « *Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2050 ? Quels types de scénarios possibles à l'horizon 2030 et 2050 dans le respect des engagements climatiques* ». Cette question du scénario à 2050 a été posée à l'échelle nationale, présentation et discussion sur le *Scénario négaWatt* à travers plusieurs réunions publiques, mais aussi adaptée à des échelles régionales à travers des conférences-débats portant sur les scénarios locaux :

- *Scénarios Virage Energie* pour le Nord-Pas de Calais, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire ;
- *Scénario agricole AfTerres 2050* pour Midi-Pyrénées ;
- *Scénario électrique Gaspard* pour la Bretagne ;
- *Scénario négaWatt régional* réalisé à la demande du Conseil régional PACA.

Les citoyens montrent le plus vif intérêt pour la démarche de scénariser le système énergétique sur le long terme, et soutiennent qu'il s'agit du préalable indispensable à la définition d'une politique énergétique ambitieuse. Quel modèle énergétique voulons-nous en 2050 ? C'est bien à cette échelle de temps que s'apprécie les importantes mutations sociales et industrielles dont il est question dans ce débat.

Ils affirment ainsi que la définition des objectifs à 2050 doit être le premier article de la future Loi de Programmation, et que celle-ci doit ensuite être déclinée en objectifs régionaux dans une optique de décentralisation.

Les discussions engagées sur ces objectifs montrent plusieurs points convergents :

- **Les citoyens attendent de la future Loi qu'elle définisse en priorité des objectifs chiffrés de réduction des consommations.** Les scénarios mis en discussion démontrent que le « *Facteur 2 sur la consommation d'énergie* » – réduction de moitié de la consommation énergétique totale à l'échéance 2050 – est obligatoire pour que la France atteigne son objectif réglementaire du Facteur 4 sur les émissions de GES à cette échéance.
- **La sortie programmée du nucléaire, dans un délai raisonnable – 20 à 30 ans – attire un large consensus.** A ce sujet, l'objectif présidentiel de réduction de 75% à 50% de la production du nucléaire d'ici 2025 a été rappelé systématiquement, mais les citoyens sont restés frustrés d'une véritable discussion à ce sujet. Alors que cet objectif implique la fermeture de 22 à 24 réacteurs dans les 12 prochaines années, aucune fermeture précise, hormis celle de Fessenheim, n'a pu être mise en discussion au niveau des régions.



- **La réduction drastique de nos consommations d'énergies fossiles** : les scénarios discutés proposent une réduction de 90% d'ici 2050. Les réunions ont ainsi favorisé la prise de conscience des immenses marges de manœuvre à notre disposition pour sortir de notre dépendance actuelle aux énergies fossiles.

Ce travail d'éducation populaire s'est appuyé sur l'important contenu technique de ces scénarios locaux confrontés aux nombreuses questions et critiques posées par le public. Leur succès confirme celui observé au niveau des conférences organisées par certaines régions – plusieurs présentations officielles du Scénario négaWatt – et au niveau national : inclusion des experts de négaWatt au sein du Conseil national.

Cette démarche de sobriété a donc gagné en légitimité et en popularité au cours des débats territoriaux, et sa prise en compte par les élus doit être poursuivie et amplifiée.

L'environnement comme question essentielle

Le mouvement FNE a remis au premier plan la question environnementale, et permis au public de s'informer et réagir à l'occasion de débats organisés sur les thématiques :

- du changement climatique,
- de la gestion des ressources naturelles
- et des risques industriels associés au système énergétique.

Y-a-t-il un risque d'accident nucléaire majeur en France ? Pourrons-nous y faire face ? Peut-on gérer nos déchets radioactifs à vie longue ? Quelles conséquences pour la France si la température moyenne mondiale augmente de plus de 2 °C ? Quels risques pour la ressource en eau si l'on commence à extraire les pétroles et huiles de schiste ?

Toutes ces questions ont été mises en débat auprès du public. Les citoyens les considèrent comme déterminantes pour établir l'importance et l'urgence de l'effort à fournir pour sortir des énergies fossiles et fissiles. Très souvent, ils déplorent la quasi-absence des questions environnementales dans les débats officiels et souhaitent qu'elles soient réellement portées et prises en compte par les pouvoirs publics.

La question environnementale resurgit également dans les débats organisés sur les chantiers de transition énergétique : économies d'énergie (isolation des bâtiments à partir de matériaux locaux, biosourcés ou recyclés) et énergies renouvelables. La pertinence des projets de production d'énergie renouvelable a souvent été rappelée comme une problématique pour qu'ils ne soient pas rendus de fait contreproductifs du point de vue environnemental et climatique :

- Limiter les projets de centrales photovoltaïques au sol, consommatrices d'espaces naturels, agricoles et forestiers, favoriser leur implantation sur les friches industrielles et développer la pose de panneaux photovoltaïques en toiture ;
- Limiter les projets de grandes centrales bois-énergie, favoriser une approche fine des gisements disponibles par massif forestier et développer le bois-énergie domestique et les chaufferies collectives approvisionnées par une ressource de proximité.



La transition énergétique portée par les citoyens

Tout au long des débats organisés par le mouvement FNE revient de façon récurrente la question de l'implication des citoyens dans une meilleure concertation, dans le processus décisionnel mais aussi dans la mise en œuvre de la transition énergétique.

D'une manière générale, le public soutient largement l'idée de rendre les collectivités locales davantage compétentes pour la planification et la gestion des questions énergétiques : création de régies locales de production et de distribution.

Mais la décentralisation énergétique ne saurait être suffisante. Les citoyens ont exprimé la nécessité d'être eux-mêmes impliqués dans les nouvelles compétences des collectivités. Le débat territorial en cours sur la transition énergétique en est lui-même la démonstration : l'implication des associations a été indispensable pour en assurer la réussite.

Les associations de protection de l'environnement demandent à être reconnues à part entière dans les transferts de pouvoirs et de moyens appelés par la décentralisation énergétique :

- **Capacité de lancement d'alerte et de surveillance** : les associations assurent aujourd'hui un travail concret d'information du public sur les conséquences de l'exploitation d'hydrocarbures non-conventionnels. Les représentants associatifs sont également moteurs dans les initiatives prises par les Commissions Locales d'Information pour la surveillance des sites nucléaires. Elles sont à l'origine des prises de conscience et réorientations opérées concernant certains projets renouvelables surdimensionnés ou mal conçus.
- **Capacité de proposition et planification** : elles sont à l'initiative de l'élaboration de scénarios énergétiques locaux et participent à la promotion et l'appropriation de ces solutions par le grand public. Elles sont également souvent à l'initiative des projets citoyens pour la production d'énergie renouvelable – formes de propriété collective répondant le mieux aux demandes de développement local.

Deux propositions concrètes ont été reprises dans la plupart des débats territoriaux et largement plébiscitées par les citoyens :

- **Mettre en place un cadre collégial incluant les associations pour l'élaboration des Plans et Schémas locaux pour la planification énergétique.** Il doit notamment être systématique de proposer et confronter plusieurs scénarios locaux, à l'image du travail effectué au niveau national par les experts du Conseil national.
- **Favoriser les « projets citoyens » - portés en propriété et gestion collectives et locales - pour la rénovation et les énergies renouvelables.** Lever les freins juridiques et financiers pour leur développement. Les collectivités doivent aider à faire connaître et émerger ces projets : ils doivent notamment rentrer dans le domaine d'intervention des Conseillers Info Energie.



Résumé des 20 propositions les plus reprises

Comment aller vers la sobriété et l'efficacité énergétiques ?

Mettre en place l'obligation de rénovation énergétique des bâtiments pour que les incitations financières jouent pleinement leur rôle.

Remettre à plat les règles d'urbanisme et d'aménagement du territoire pour favoriser les choix permettant des économies d'énergie.

Remettre à plat les projets d'infrastructures de transport sur la base de leur impact énergétique. La priorité doit être donnée au fret fluvial et ferroviaire, et à la modernisation des infrastructures existantes.

Adopter sans délai plusieurs mesures : limitation des éclairages publics, réduction des vitesses autorisées en ville et sur route.

Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 et quels scénarios à l'horizon 2030 – 2050 ?

Fixer dans la Loi les objectifs à 2050 en termes de réduction des consommations et de mix énergétique.

Pour atteindre le mix, engager sans délai la fermeture d'un réacteur nucléaire par an jusqu'en 2017 puis deux par an jusqu'en 2025.

Stopper les projets nucléaires qui sont des « coups partis » et engagent la France pour plusieurs générations : EPR de Flamanville et site d'enfouissement à Bure.

Renoncer explicitement à l'extraction des pétroles et gaz de schiste.

Quels choix pour les énergies renouvelables et les nouvelles technologies de l'énergie ?

Stabiliser la réglementation applicable au photovoltaïque en l'orientant dans un sens durable. Sortir de la procédure d'appels d'offre pour les projets de 100-250kV. Faciliter l'installation sur les toitures ; supprimer l'obligation d'intégration au bâti.

Lever les trop nombreux freins à l'installation de parc éolien

Evaluation fine par massif forestier des gisements disponibles pour le bois-énergie. Exiger la publication des plans d'approvisionnement pour les grandes installations.

Obligation d'installation de chaleur renouvelable dans la construction et la rénovation énergétique : solaire thermique, géothermie peu profonde, bois-énergie domestique.

Réorienter massivement les efforts de recherche. Arrêt des recherches dans le nucléaire, essor des recherches sur les solutions de stockage (hydrogène, méthanation) et de captage/utilisation du CO2.



dossier de presse

Quels coûts et quel financement de la transition énergétique ?

Mettre en place une tarification progressive de l'énergie, favorisant la réduction des consommations et permettant de lutter contre la précarité énergétique.

Organiser la chasse aux subventions cachées pour le nucléaire et les énergies fossiles.
Supprimer les différentes exonérations bénéficiant à l'utilisation des carburants fossiles.

Mettre en place une Contribution Climat Energie unique et cohérente sur tous les usages de l'énergie.

Activer tous les leviers financiers pour la rénovation énergétique : livrets LDD, crédits d'impôts, soutien aux initiatives citoyens permettant de mutualiser les coûts.

Quelle gouvernance et quels rôles notamment pour l'Etat et les collectivités ?

Acter la décentralisation énergétique vers les Régions et collectivités locales. Permettre la création de régies locales pour les économies d'énergie, pour la production et la distribution.

Doter les associations de réels pouvoirs en face de ceux des collectivités et des opérateurs de l'énergie : démocratie participative et expertise citoyenne.

Favoriser l'essor des projets citoyens pour la production d'énergies renouvelables. Lever les obstacles juridiques et financiers à leur développement.